



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 NANTES Cedex 2

NANTES, le 21/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **MINOTERIE GIRARDEAU**

Le Fromenteau  
44190 Boussay

Références : N1-2023-1302-Rap\_Insp

Code AIOT : 0006301724

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2023 dans l'établissement MINOTERIE GIRARDEAU implanté LE MOULIN DU FEUILLOU 44190 BOUSSAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MINOTERIE GIRARDEAU
- LE MOULIN DU FEUILLOU 44190 BOUSSAY
- Code AIOT : 0006301724
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MINOTERIE GIRARDEAU exploite une minoterie dont les activités sont la transformation des céréales en farine, le conditionnement, la commercialisation et la livraison des farines.

L'installation est autorisée par l'arrêté préfectoral du 13 août 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de l'inspection précédente du 14/12/2020 ;
- les émissions atmosphériques ;
- les émissions sonores.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
4	Autosurveillance des rejets dans	Arrêté Préfectoral du 13/08/2020, article III.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'atmosphère		
6	Valeurs limites d'émergence	Arrêté Préfectoral du 13/08/2020, article VII.2.1	Sans objet
7	Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/08/2020, article VII.2.2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite inspection du 14/12/2020 : Vérification des dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 13/08/2020, article VIII.4.9	Sans objet
2	Suite inspection du 14/12/2020 : Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/08/2020, article VIII.8.4	Sans objet
5	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/08/2020, article III.2.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

**L'exploitant doit mettre en œuvre les moyens pour un retour à la conformité des émissions sonores et réaliser le contrôle de l'ensemble des émissaires de rejets atmosphériques canalisés.**

### 2-4) Fiches de constats

**N°1 :** Suite inspection du 14/12/2020 : Vérification des dispositifs de protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2020, article VIII.4.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p>

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

**Constats :**

**Constat de la visite du 14/12/2020 :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de vérification visuelle effectuée le 08/09/2020 en parallèle du contrôle des installations électriques par SPL. Ce rapport mentionne que certains des dispositifs de protection contre la foudre ne sont pas conformes et doivent être remis en état.

Cette remise en état n'a pas été effectuée dans le délai d'un mois prévu par la réglementation. L'exploitant indique projeter cette remise en état en janvier 2021.

De plus l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de justificatif sur la réalisation de la vérification complète en 2019.

**Constat du 30/11/2023 :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les deux derniers rapports de vérification des dispositifs de protection contre la foudre effectuée par SLP en 2021 (complète) et 2022. Ces deux rapports ne font pas mention d'anomalie.

La visite de vérification pour l'année 2023 n'a pas encore été réalisée. L'exploitant indique qu'il doit faire appel à un nouveau prestataire pour effectuer les contrôles.

**Observations :**

La vérification complète de l'état des dispositifs contre la foudre doit être effectuée avant la fin de l'année.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°2 : Suite inspection du 14/12/2020 : Consignes de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/08/2020, article VIII.8.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de

l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,

- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

**Constats :**

**Constat de la visite du 14/12/2020 :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les consignes de sécurité de l'établissement, réparties en plusieurs consignes dans le livret d'accueil de l'établissement.

Il conviendra d'améliorer les consignes pour mieux prendre en compte les aspects ci-contre en particulier sur la mise en œuvre de la procédure d'isolement du site et la mise en sécurité des installations, qui ne sont pas ou insuffisamment détaillées.

Les consignes, outre le respect de la réglementation, doivent servir de support pour la réalisation des exercices d'évacuation ou d'incendie.

**Constat du 30/11/2023 :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan d'urgence pour le Moulin du Fromenteau. Ce plan définit les protocoles et la marche à suivre en situation d'urgence. Le plan comporte des consignes relatives à la fermeture du bassin d'orage et à la coupure des énergies.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°3 : État des matières stockées.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des matières stockées.

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'état des matières stockées dans l'établissement. Cet état était disponible sous un format numérique pour l'ensemble des matières premières et produits stockés.

Il a été demandé si ces documents sont accessibles en cas de coupure de l'alimentation électrique du site par exemple lors d'un incendie. L'exploitant indique que les données sont enregistrées sur les serveurs présents sur le site.

**L'exploitant doit mettre en place un système permettant d'accéder facilement à un état des matières stockées pour pouvoir le communiquer rapidement aux services d'incendie et de secours en cas d'intervention.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N°4 : Autosurveillance des rejets dans l'atmosphère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2020, article III.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait procéder tous les ans à un contrôle de ses rejets atmosphériques portant à minima sur l'ensemble des paramètres visés à l'article 3.2.4 ci-dessus. Les résultats sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.  Les mesures sont effectuées par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation.  Pour la surveillance des effluents gazeux, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les rapports de contrôle des rejets atmosphériques pour les années 2022 et 2023. Le rapport pour l'année 2021 a été transmis par courriel à la suite de l'inspection le 07/12/2023. Les mesures sont effectuées par l'APAVE.
<b>Certains émissaires ne font pas l'objet d'un contrôle des émissions atmosphériques : « transport pneumatique et moulin » et « mélange ».</b>
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que la configuration actuelle de l'exutoire rassemblant les émissions du transport pneumatique et du moulin ne permet pas la réalisation de mesures des rejets atmosphériques. L'exploitant précise que le projet d'extension des installations prévoit une modification de cet émissaire.  <b>L'exploitant doit procéder aux travaux nécessaires pour permettre la mesure des émissions atmosphériques sur l'ensemble des émissaires canalisés avec rejet dans l'environnement.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N°5 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2020, article III.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets de poussières issues des installations de production doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. Les valeurs limites d'émission (VLE) dans l'air désignent des concentrations exprimées en mg/Nm <sup>3</sup> dans les conditions normalisées suivantes : gaz secs à une température de 273,15 K et à une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène.  On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.  Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : [tableau]

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les rapports de contrôle des rejets atmosphériques pour les années 2022 et 2023. Le rapport pour l'année 2021 a été transmis par courriel à la suite de l'inspection le 14/12/2020.

Les résultats ne font pas état de dépassement des valeurs limites d'émission.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°6 : Valeurs limites d'émergence**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/08/2020, article VII.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Émissions sonores

**Prescription contrôlée :**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

[tableau]

Les zones à émergences réglementées sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

**Constats :**

Préalablement à l'instruction, l'exploitant a transmis dans le cadre d'un dossier de porter à connaissance le dernier rapport de mesures du bruit dans l'environnement. Les mesures ont été effectuées par ARTA du 2 au 4 juin 2023.

**Les mesures acoustiques en zones à émergences réglementées (ZER) font apparaître un dépassement des émergences limites pour le point A en période nocturne (émergence de 5,5 dB(A) pour 4 dB(A) admise).**

Le rapport indique que : « Néanmoins, cette émergence est remise en cause du fait qu'il ait pu être constaté un impact sonore important dû à l'augmentation du trafic routier sur cette période de la nuit, d'autant plus marqué que le résiduel a été identifié sur un week-end, période durant laquelle la circulation routière était moindre par rapport aux jours de semaine. »

Une partie de l'émergence est donc bien imputable à la reprise de l'activité du site, mais il est compliqué d'évaluer cette part, par rapport à celle relative au bruit routier, pour les périodes et conditions de mesures réalisées. »

**Observations :**

Dans le cadre d'un projet d'extension des installations du site, l'exploitant prévoit plusieurs mesures de réduction du bruit (mise en place d'un mur antibruit, aménagement des horaires de circulation des poids lourds, déplacement de certains émissaires atmosphériques générateurs de bruit).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N°7 : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/08/2020, article VII.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Émissions sonores

**Prescription contrôlée :**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

[tableau]

**Constats :**

Préalablement à l'instruction, l'exploitant a transmis dans le cadre d'un dossier de porter à connaissance le dernier rapport de mesures du bruit dans l'environnement. Les mesures ont été effectuées par ARTA du 2 au 4 juin 2023.

**Les mesures acoustiques en limite de propriété font apparaître un dépassement des niveaux limites de bruit pour le point 2 en période nocturne (62,5 dB(A) pour une valeur limite de 60 dB(A)).**

Le rapport précise en commentaire que : *"Ce dépassement est principalement dû au bruit généré par la grille de rejet d'air en façade (à environ 30m de haut) et par les déchargements des céréales des poids lourds, les quais de déchargement étant proches de la limite de site (environ 20m). »*

**Observations :**

Dans le cadre d'un projet d'extension des installations du site, l'exploitant prévoit plusieurs mesures de réduction du bruit (mise en place d'un mur antibruit, aménagement des horaires de circulation des poids lourds, déplacement de certains émissaires atmosphériques générateurs de bruit).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites